

## DOCUMENT D'INFORMATION

### Le Canada dans le monde Sondage national auprès des Canadiens et des Canadiennes

*Commandé par la Fondation Pierre Elliott Trudeau  
en collaboration avec l'Université de Montréal*

#### Contexte :

En prévision du 10<sup>e</sup> Colloque annuel de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, du 21 au 23 novembre 2013, l'Institut Environics a effectué des sondages nationaux auprès des Canadiens et des Canadiennes sur les quatre thèmes de la Fondation, dont l'un est « le Canada dans le monde ». Pour les Canadiens et les Canadiennes, quelles sont les priorités en matière de politique étrangère du pays? Quels pays considèrent-ils comme amis ou ennemis du Canada? À quel point la population canadienne appuie-t-elle la participation du Canada aux missions militaires à l'étranger?

#### Faits saillants :

- Parmi quatre secteurs de la politique étrangère, c'est la collaboration internationale dans la lutte contre les changements climatiques qui constitue la principale priorité aux yeux des Canadiens et des Canadiennes; près de la moitié des répondants considèrent en effet que le pays devrait en faire davantage dans ce secteur et se disent prêts à y contribuer en payant 100 dollars supplémentaires par année en impôt fédéral. Par ailleurs, près d'une personne sur quatre indique un tel soutien pour la promotion du commerce international à l'étranger et pour une plus grande participation du Canada à l'aide au développement des pays pauvres. La population canadienne accorde une priorité moindre à la participation du Canada à la lutte contre le terrorisme international; seule une personne sur six accorde son soutien à cet énoncé.
- La population canadienne considère généralement les autres grands pays comme amis du Canada; très peu les qualifient d'ennemis (avec une exception notable). Pratiquement tous les répondants qualifient d'amis les alliés traditionnels du Canada, soit le Royaume-Uni, les États-Unis et la France; la majorité qualifie aussi d'amis des pays comme le Mexique, l'Inde et Israël. Les points de vue sont plus divisés quant à la Chine, à la Russie et à l'Arabie Saoudite. Cependant, pas plus d'un répondant sur dix considère l'un ou l'autre de ces pays comme ennemi du Canada. L'Iran constitue l'exception parmi les dix pays énumérés : moins d'une personne sur dix indique que ce pays est un ami du Canada, alors que le reste des répondants se divise à parts égales entre ceux qui le voient comme un ennemi et ceux qui le considèrent ni ami ni ennemi.
- Sept répondants sur dix appuieraient une hypothétique mission militaire internationale pour rétablir la paix dans un petit pays africain. Cette opinion est majoritaire partout au pays. De plus, le leader qui mènerait cette mission – en l'occurrence la Grande-Bretagne et la France, les États-Unis ou les Nations Unies – influe très peu sur l'opinion des répondants.

## Détails des résultats

### PRIORITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

1. *Êtes-vous d'avis que le Canada devrait en faire plus, devrait en faire moins, ou devrait en faire autant qu'actuellement, en ce qui a trait à chacun des aspects suivants : fournir de l'aide au développement aux pays pauvres; collaborer avec les autres pays pour lutter contre les changements climatiques; combattre le terrorisme international; promouvoir le commerce canadien auprès des autres pays?*

Comment la population canadienne classe-t-elle les priorités du pays en matière de politique étrangère? Parmi les quatre choix proposés, les Canadiens et Canadiennes accordent plus d'importance à la collaboration avec les autres pays pour la lutte contre les changements climatiques : plus de six répondants sur dix (63 %) estiment que le Canada devrait en faire davantage, comparativement à 7 % qui indiquent qu'il devrait en faire moins et 28 % qui se disent satisfaits de la situation actuelle. La promotion du commerce canadien avec les autres pays occupe le deuxième rang (55 % disent que le Canada devrait en faire davantage). La population canadienne accorde moins d'importance aux deux autres secteurs de la politique étrangère : 33 % des répondants estiment que le pays devrait fournir plus d'aide au développement des pays pauvres alors que 29 % souhaiteraient qu'il combatte davantage le terrorisme international. Plus de la moitié des répondants estiment que le Canada devrait maintenir le niveau d'activité actuel pour ces deux derniers secteurs de la politique étrangère.

<i>Pour chacun des aspects suivants, êtes-vous d'avis que le Canada...</i>	Devrait en faire plus %	Devrait en faire moins %	Devrait en faire autant qu'actuellement %
Collaborer avec les autres pays pour lutter contre les changements climatiques	63	7	28
Promouvoir le commerce canadien auprès des autres pays	55	6	38
Fournir de l'aide au développement aux pays pauvres	33	13	51
Combattre le terrorisme international	29	14	53

L'appui de la population canadienne pour l'accroissement des efforts internationaux sur la question des changements climatiques est plus répandu au Québec (73 % disent qu'il faudrait en faire davantage) et en Colombie-Britannique (70 %), de même que chez les personnes qui ont fait des études universitaires (72 %). Ce point de vue est moins partagé au Manitoba (49 %, contre 35 % qui disent que le Canada devrait maintenir le niveau actuel) et en Alberta (43 %, contre 42 %). Dans chacun de ces sous-groupes, pas plus de 12 % des répondants estiment que le Canada devrait en faire moins pour la collaboration internationale en matière de lutte contre les changements climatiques.

Les résidents du Canada atlantique (62 %), les Canadiens et Canadiennes qui ont les revenus les plus élevés (62 %), de même que les immigrants qui ne sont pas originaires d'Europe ou des États-Unis (63 %), sont plus enclins à indiquer que le Canada devrait en faire davantage pour la promotion du commerce international. Il s'agit de l'opinion majoritaire parmi tous les groupes, à l'exception de ceux qui ont les plus faibles revenus (47 %).

C'est au Québec (39 %), en Colombie-Britannique (38 %), dans les grands centres urbains (39 %) et particulièrement chez les personnes âgées de 18 à 29 ans (48 %) et chez celles qui ont fait des

études universitaires (41 %) qu'on se dit le plus en faveur d'un accroissement de l'aide au développement des pays pauvres. Finalement, l'appui de la population canadienne pour un accroissement des efforts de lutte contre le terrorisme international est plus manifeste au Manitoba (41 %), chez les Canadiens et Canadiennes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires (51 %) et chez les personnes âgées de 45 ans et plus (37 %).

**2. *Seriez-vous prêt à payer 100 dollars supplémentaires par année en impôt fédéral pour aider le Canada à en faire plus dans les sphères suivantes?***

Le degré d'appui des répondants envers une politique peut se vérifier en évaluant à quel point ils accepteraient d'y contribuer en payant plus d'impôts. Nous avons demandé, à ceux qui ont indiqué que le Canada devrait en faire davantage dans l'un ou l'autre des secteurs proposés, s'ils étaient prêts à y contribuer en payant 100 dollars supplémentaires par année en impôt fédéral.

Les personnes qui souhaitent que le Canada aide davantage au développement des pays pauvres sont les plus disposées à contribuer au paiement d'une nouvelle initiative politique (79 % d'entre elles se disent prêtes à payer 100 dollars supplémentaires par année). Viennent ensuite les personnes qui appuient les efforts de collaboration internationale pour la lutte contre les changements climatiques (71 %). L'appui est moindre parmi les répondants en faveur d'efforts accrus pour la lutte contre le terrorisme international (59 %) ou pour la promotion du commerce international (49 %).

En combinant le degré d'appui en faveur d'une politique étrangère et la volonté d'aider au paiement, on peut dégager la proportion de Canadiens et de Canadiennes qui se montrent vivement engagés envers un secteur donné. Cette mesure permet de constater que c'est la collaboration avec d'autres pays pour la lutte contre le changement climatique qui reçoit le plus grand appui de la population canadienne (45 % des Canadiens et Canadiennes appuient cet objectif et se disent prêts à aider pour en payer les coûts). En deuxième position, et à bonne distance, vient la promotion du commerce canadien à l'étranger (27 %), suivi de l'aide au développement des pays pauvres (26 %) et de la lutte contre le terrorisme international (17 %).

<i>Pourcentage de répondants en faveur d'une politique étrangère et prêts à payer 100 dollars supplémentaires par année en impôt fédéral à cette fin :</i>	<i>%</i>
Collaborer avec les autres pays pour lutter contre les changements climatiques	45
Promouvoir le commerce canadien auprès des autres pays	27
Fournir de l'aide au développement aux pays pauvres	26
Combattre le terrorisme international	17

**AMIS ET ENNEMIS DU CANADA**

**3. *Veuillez dire, parmi les pays suivants, si vous considérez ce pays comme un ami du Canada, un ennemi du Canada, ou ni un ami ni un ennemi?***

Quels pays représentent des nations amies ou hostiles aux yeux des Canadiens et Canadiennes? Dans l'ensemble, l'opinion de la population canadienne sur les 10 pays proposés se conforme à la politique étrangère du Canada pour les pays qu'il considère alliés et ceux avec lesquels il entretient des relations diplomatiques plus fragiles.

Neuf répondants sur dix considèrent que le Royaume-Uni (91 %) et les États-Unis (89 %) sont des pays amis du Canada, suivi de près par la France (84 %); pratiquement personne ne considère ces pays comme des ennemis du Canada. La grande majorité indique également que le Mexique (72 %), l'Inde (61 %) et Israël (56 %) sont des pays amis du Canada; seul un faible pourcentage les qualifie de pays ennemis.

Le partage des points de vue n'est pas aussi net pour des pays tels que la Chine (49 % des répondants la considèrent comme un pays ami, contre 42 % pour qui elle n'est ni ami ni ennemi), la Russie (33 %, contre 55 %) et l'Arabie saoudite (24 %, contre 58 %). Dans chacun des cas, moins d'un répondant sur dix considère que le pays est un ennemi.

<i>Considérez-vous ce pays comme un ami du Canada, un ennemi du Canada, ni un ami ni un ennemi?</i>	Ami %	Ennemi %	Ni ami ni ennemi %
Royaume-Uni	91	-	7
États-Unis	89	1	9
France	84	-	14
Mexique	72	3	22
Inde	61	2	34
Israël	56	7	34
Chine	49	7	42
Russie	33	10	55
Arabie saoudite	24	12	58
Iran	8	42	46

L'Iran se trouve au bas de la liste : moins d'un répondant sur dix (8 %) considère ce pays comme un ami du Canada, le reste des répondants se répartit entre ceux qui estiment que c'est un pays ennemi (42 %) et ceux qui indiquent qu'il n'est ni ami ni ennemi (46 %).

Le classement général de ces pays est sensiblement le même partout au Canada, avec quelques différences notables. Les résidents du Québec sont (naturellement) plus enclins à indiquer la France comme pays ami, alors que les résidents de l'Ontario et de l'Ouest (de même que les personnes de 30 ans et plus) désignent le Royaume-Uni. Par ailleurs, les résidents de la Colombie-Britannique sont plus portés à nommer les pays du bas de la liste, notamment l'Inde, le Mexique, la Chine et l'Iran, alors que les résidents de l'Ontario sont plus enclins à compter Israël parmi les pays amis.

#### APPUI DES MISSIONS MILITAIRES À L'ÉTRANGER

4. *Veuillez imaginer le scénario suivant : un petit pays africain s'enfonce dans une guerre civile, avec plusieurs milliers de civils risquant de mourir. Une mission militaire internationale a été proposée pour rétablir la paix dans ce pays, mission qui sera dirigée par : [on énonce aléatoirement un de ces dirigeants de mission aux répondants] les États-Unis, ou la Grande-Bretagne et la France, ou les Nations Unies, ou sans proposition texte, et le Canada a été invité à contribuer en fournissant 300 troupes.*

## ***Seriez-vous tout à fait pour, plutôt pour, plutôt contre ou tout à fait contre le fait que le Canada participe à ce type de mission?***

Dans quelle mesure les Canadiens et Canadiennes sont-ils prêts à appuyer la participation de leur pays à des missions militaires à l'étranger? Le pays ou l'organisme international qui dirigerait cette mission influe-t-il sur leurs réponses? Dans le cadre du sondage, on a décrit un scénario hypothétique mettant en scène une mission militaire pour rétablir la paix dans un petit pays africain. On présentait aléatoirement à chacun des répondants une des quatre options de leadership.

Dans l'ensemble, sept répondants sur dix indiquent qu'ils seraient « tout à fait pour » (23 %) ou « plutôt pour » (47 %) la participation du Canada à une telle mission, comparativement à un répondant sur quatre qui se dit « plutôt contre » (15 %) ou « tout à fait contre » (11 %). Le leadership de la mission a très peu d'effet sur l'opinion des répondants; l'appui en faveur d'une participation du Canada variant de 66 % pour une mission dirigée par les États-Unis à 72 % pour une mission dirigée par la Grande-Bretagne et la France.

<i>Seriez-vous en faveur de la participation du Canada dans une mission militaire internationale dirigée par [une des quatre options] pour rétablir la paix dans un petit pays africain qui s'est enfoncé dans une guerre civile?</i>	<b>COMBINÉ</b> %	É.-U. %	Grande-Bretagne et France %	Nations Unies %	[sans indication] %
Tout à fait pour	<b>23</b>	20	23	26	22
Plutôt pour	<b>47</b>	46	49	44	47
Plutôt contre	<b>15</b>	15	15	15	16
Tout à fait contre	<b>11</b>	15	8	10	10

On observe, dans l'ensemble de la population canadienne, un appui majoritaire en faveur d'une participation du Canada à une telle mission de maintien de la paix, mais cet appui est plus manifeste dans le Canada atlantique (75 %), au Québec (74 %) et chez les Canadiens et Canadiennes qui ont un certain degré d'études postsecondaires (72 %). L'appui est moindre en Alberta (61 %), chez les personnes de 60 ans et plus (62 %), chez les allophones (63 %) et parmi les immigrants qui ne sont pas originaires d'Europe ou des États-Unis (63 %).

### **Méthodologie**

Les résultats sont tirés d'un sondage téléphonique effectué par le groupe Research House pour le compte de l'Institut Environics entre le 17 septembre et le 13 octobre 2013 auprès d'un échantillon représentatif de 1 501 Canadiens et Canadiennes adultes (de 18 ans ou plus). Aux fins de l'analyse, l'échantillon a été segmenté selon les provinces et la taille des communautés afin d'assurer une représentation adéquate de tous les éléments de la population. L'erreur d'échantillonnage est de plus ou moins 2,5 points de pourcentage, 19 fois sur 20. La marge d'erreur est plus grande pour les résultats des sous-groupes régionaux ou sociodémographiques.

Les questions du sondage ont été conçues par l'Institut Environics en collaboration avec des représentants de la Fondation Pierre Elliott Trudeau et de l'Université de Montréal.